

Réponse au sujet de la consultation publique sur la pratique de rappel automatique au départ des publiphones

Question: Partagez-vous l'analyse de l'Autorité ainsi que son objectif de mettre fin à l'usage des mécanismes de rappel au départ des publiphones de France Telecom?

Je partage l'analyse de l'autorité. Cependant l'objectif de mettre purement et simplement fin à l'usage des mécanismes de rappel au départ des publiphones de France Telecom revient de facto à rendre le monopole à France Telecom sur une partie de son réseau - au détriment des consommateurs, de la concurrence, et de l'emploi - ce qui est contraire aux valeurs et à la mission de l'ARCEP.

Aussi, si l'objectif de l'ARCEP est d'éliminer les systèmes de « call back » au niveau des publiphones, il semblerait normal que l'utilisateur puisse utiliser l'opérateur de son choix dans le publiphone en utilisant un mécanisme de préselection - cependant les contraintes techniques relatives au prépaiement sont lourdes.

Je tiens également à porter votre attention sur le cas des DOM: De nombreuses entreprises dans les DOM sont déjà pénalisées par des coûts d'exploitation plus élevées, et ces départements ont besoin de tout dynamisme économique que peuvent apporter des carteurs comme XTS ou Outremer Télécom, aussi je recommande que ces dispositions ne s'appliquent qu'à la France Métropolitaine.

Question: Pour chaque solution présentée, quelle en est votre analyse en complément ou en réaction menée par l'Autorité?

La solution recommandée par l'ART consistant à « repérer » les appels venant de lignes faisant du call back est sans effet: il suffirait à un opérateur de faire du tromboning pour « noyer » le trafic à destination des publiphones dans le trafic de gros d'un opérateur étranger.

Une solution plus simple et efficace pour éliminer le mécanisme du call back serait d'autoriser France Telecom à bloquer systématiquement le numéro du publiphone appelant lorsque ce dernier compose un numéro vert.

Cependant je tiens à préciser que je ne suis pas en faveur de cette mesure qui est extrêmement anti-compétitive, et engage vivement l'Autorité à réfléchir à une solution qui bouleversera pas l'économie existante au profit d'un seul acteur du marché. Par exemple, une légère augmentation de la TA sur le réseau de France Télécom afin de financer l'entretien des publiphones semble être un bon compromis.

Cordialement,
Jean-Michel Hiver.